

*« La Ligue des Démocrates Réformistes de Guinée est non seulement un Mouvement de Conscience, mais aussi, une force de proposition et de pression »*

# Le Bilan d'activités 2016

*“Changer le cours de l’histoire en Guinée”*

Mamadou Oury Diallo, Président de la LDRG

---

## Sommaire

I-INTRODUCTION .....	2
II-LES ACTIVITÉS DE PROPOSITION .....	2
1-L'appel à participation à la production de la réforme de la politique agricole en Guinée.....	2
2-Regard critique et objectif sur le plan de relance économique post-Ébola .....	3
3-Abandon du Projet Simandou par Rio Tinto.....	4
4-L'indice de fragilité des État.....	4
5-Dialogue politique – Le syndrome de l'amour fatal de la démocratie.....	5
6-Résultats de la première édition du Concours Guinée-Excellence .....	6
III-LES ACTIVITÉS DE PRESSION.....	7
1-La campagne anti-corruption .....	7
2-La campagne de jeûne .....	8
3-La campagne « STOP AUX KAKIS ».....	8
4-Consultations Citoyennes – CENI et instabilité politique en Guinée.....	9
5-Le 13 mai - Journée nationale du Refus et du Rejet .....	10
6-La campagne de signature de la Pétition pour la Nouvelle République.....	11
IV-INFLUENCE DE LA LDRG .....	12
V-PERSPECTIVES 2017 .....	12
VI-CONCLUSION.....	12

## I-INTRODUCTION

La Ligue des Démocrates Réformistes de Guinée (LDRG) est un Mouvement de conscience, une force de proposition et de pression qui a vocation à changer le cours de l'histoire en Guinée. Année après année, depuis ces 8 dernières années, la LDRG pose des pierres traçant le chemin du renouveau et du véritable changement auxquels aspirent toute une génération de guinéennes et guinéens. C'est à ce titre que l'Assemblée générale est un moment cruciale dans la vie du Mouvement. C'est non seulement l'occasion d'ouvrir les portes du Mouvement aux citoyens guinéens de tous les horizons, mais aussi, de dresser le bilan de l'année écoulée en termes d'activités de propositions et de pressions. Il est toujours utile de rappeler que la LDRG n'est ni une Organisation Non Gouvernementale (ONG) ni un parti politique. Il s'agit d'un Mouvement de conscience, une force de proposition et de pression. Et à ce titre, c'est en termes d'influence, et d'activités de proposition et de pression qu'il faut établir le bilan du Mouvement.

## II-LES ACTIVITÉS DE PROPOSITION

La capacité de la LDRG à faire des propositions nouvelles et innovantes, année après année, est ce qui constitue la colonne vertébrale du Mouvement. Au cours de l'année écoulée, la LDRG a également été à la hauteur de sa réputation. Le Mouvement a procédé au lancement d'une réforme fondamentale et à 5 principales publications :

### **1-L'appel à participation à la production de la réforme de la politique agricole en Guinée**

: En effet, conformément à son plan stratégique défini lors du Congrès de 2015, la LDRG est tenue de produire une réforme ambitieuse de la politique agricole en Guinée. Depuis plusieurs décennies, en dépit du fait que la Guinée dispose de vastes étendues de terres agricoles fertiles, un paradoxe insupportable persiste toujours dans ce pays : malgré que le secteur agricole emploie 75% de la population active, la Guinée est quand même encore loin de l'autosuffisance alimentaire. De plus, les emplois agricoles sont de moins en moins productifs et valorisés. La malnutrition infantile et la pauvreté gangrènent particulièrement les ménages agricoles. Ce paradoxe

est une équation apparemment impossible à résoudre pour les multiples gouvernements qui se sont succédé en Guinée. Voilà pourquoi la LDRG s'est engagée à trouver une solution à ce paradoxe. Au cours de l'année 2016, le Mouvement a donc initié ses travaux sur cette réforme fondamentale en invitant toutes les bonnes volontés à y contribuer. La réforme est presque complète et elle sera publiée au cours de l'année 2017. Vous pouvez consulter sur le lien suivant l'appel à participation à cette réforme : [Politique agricole](#).

## **2-Regard critique et objectif sur le plan de relance économique post-**

**Ébola** : Cette publication de la LDRG est intervenue dans un contexte où l'ensemble des médias et des acteurs politiques débattaient de « petite cuisine » alors que les enjeux sont énormes en termes de perspectives macroéconomiques pour la Guinée. En effet, alors que les mesures prises par le nouveau gouvernement semblaient conduire le pays vers la reprise économique, toute la question était de savoir est-ce que cette reprise économique est suffisamment solide pour soutenir un vaste plan d'investissement de près de 6 milliards de dollars tel qu'envisagé à l'époque par le gouvernement. Ces investissements envisagés concerneraient la réalisation du barrage hydroélectrique de Souapiti, l'accélération de l'amélioration des infrastructures routières, et la dotation en intrants agricoles. Y figurait également 7 projets miniers ainsi que des projets résidentiels et d'infrastructures administratives. Ce vaste plan présenté par le gouvernement avait le mérite d'être précis. Le gouvernement l'avait même soumis aux partenaires financiers de la Guinée, dont le Fonds Monétaire International (FMI). C'est à ce stade que la LDRG est intervenue pour encourager le gouvernement à, certes, investir, mais surtout, à procéder à une sélection minutieuse des investissements soutenables en termes de cadre institutionnel, de capacité d'absorption, de capacité budgétaire, et de dette publique. Un surinvestissement aurait pour conséquence immédiate de briser la fragile reprise économique et de faire exploser le niveau de la dette publique guinéenne. La LDRG a proposé de privilégier l'investissement dans le secteur agricole, la réhabilitation des infrastructures routières, la création de 750 milles emplois pour les jeunes à travers des projets de travaux publics, et à stimuler le secteur des télécoms et des nouvelles ethnologies. Pour accéder à la publication, suivez ce lien : [Regard critique et objectif sur la relance économique post-Ébola](#).

**3-Abandon du Projet Simandou par Rio Tinto** : Le projet Simandou est ce méga projet de 20 milliards de dollars conçu principalement en partenariat entre le gouvernement guinéen et la compagnie minière Rio Tinto pour l'exploitation du fer du mont Simandou au Sud de la Guinée. C'est un projet de plus de deux décennies qui semblait être arrivé à maturité lorsque l'une des principales parties prenantes, dans un contexte de baisse durable du prix du fer à l'échelle internationale, a décidé de se retirer du projet. C'est un projet qui a englouti énormément de temps, d'efforts, de conflits et d'argent. Il était supposé intégrer la construction d'un chemin de fer qui part de Nzérékoré vers un port en haute mer à Conakry. Autant le gouvernement y croyait, autant la LDRG n'a jamais cessé de relativiser l'importance de ce méga projet au regard des urgences socioéconomiques de la Guinée. Ainsi, aussitôt Rio Tinto s'est retiré du projet Simandou, alors qu'un sentiment de deuil semblait envahir les élites politiques et dirigeantes guinéennes, aussitôt la LDRG est montée au créneau pour rappeler que le peuple de Guinée vaut beaucoup plus que n'importe quel amas de fer. Et que, la mort du Projet Simandou est une formidable opportunité pour mobiliser le gouvernement vers des projets réalisables dans le secteur agricole, le secteur privé, et l'éducation nationale. Pour accéder à cette publication, suivez ce lien : [Le peuple de Guinée vaut plus que n'importe quel amas de fer.](#)

**4-L'indice de fragilité des État** : Comme c'est souvent le cas lorsque la LDRG décide de sortir de son silence, alors que les médias et les acteurs politiques étaient trop préoccupés à leur « petite cuisine », alors que le pouvoir et l'opposition étaient dans un dialogue de sourds, le « *Fonds pour la Paix* » publiait son indice sur la fragilité des États. Cet indice mesure à quel point les pays sont proches ou éloignés du chaos ou de la désintégration. Sur cet indice, il est apparu que la Guinée engrange de très mauvais scores pour 4 indicateurs, notamment : « *la pauvreté et le déclin économique* » où la Guinée a le plus mauvais score au monde; « *la légitimité de l'État* », qui mesure le niveau de corruption et de capacité démocratique, où la Guinée rivalise avec des pays tels que Soudan, la Centrafrique et la Syrie; « *le service public* », qui mesure la qualité de la fourniture des services publics tels que l'éducation et la santé, où la Guinée occupe la queue du pelletons; et « *la division des élites* », qui mesure les conflits et les rivalités entre les leaders politiques, où la Guinée ne fait mieux que la Somalie, la Centrafrique et le Soudan. Généralement, il est apparu de cet indice que la Guinée est le 12<sup>ème</sup> pays le plus fragile au monde, et le 7<sup>ème</sup> plus fragile en Afrique. Le plus

inquiétant est le fait que la tendance entre 2006 et 2016 est à l'empirement pour la Guinée. Ainsi, malgré l'avènement d'un régime civil en 2010 en Guinée, cette tendance ne s'est pas inversée au cours des dernières années. En conclusion de cette publication censée appeler les différentes parties prenantes à la retenue, la LDRG a appelé la société civile à prendre ses responsabilités. Pour accéder à cette publication, suivez ce lien : [La Guinée à deux doigts de la rupture sociale, politique et économique](#).

### **5-Dialogue politique – Le syndrome de l'amour fatal de la démocratie :**

En effet, vue l'ampleur que prenaient les tensions sur les modalités de la tenue des prochaines élections communales et locales, le pouvoir et l'opposition ont entamé un dialogue politique. Ce dialogue politique était censé ramener la sérénité entre partis et trouver des solutions aux blocages liés à la tenue des prochaines élections. Au bout de 3 semaines de négociations, le 12 Octobre, les protagonistes sont arrivés à un consensus et ils ont signé un accord ouvrant la voie à l'organisation des élections communales et locales au cours du premier semestre de l'année 2017. En soi, le dialogue entre partis politiques pour la tenue apaisée d'élections est encouragé par la LDRG. Cependant, comme ce fut le cas pour les accords politiques d'Août 2015, le nouvel accord politique conclu entre pouvoir et opposition en Guinée renferme des éléments qui remettent en cause sa pertinence morale et sa viabilité démocratique. En Mai 2010, les acteurs politiques avaient fait décréter n'importe quelle constitution contre le peuple pour aller vite aux élections présidentielles. En Août 2015, ils avaient imposé des délégations spéciales au niveau de toutes les collectivités territoriales du pays pour aller vite aux élections présidentielles. Et, cette fois-ci, avec l'accord du 12 Octobre 2016, pour aller aux élections communales le plutôt possible, ils ont préféré priver les populations à la base du droit de choisir leurs administrateurs directs en imposant les chefs de quartiers et de districts sur toute l'étendue du territoire national. Comme lors des accords politiques d'Août 2015, suite aux accords du 12 Octobre 2016, la LDRG a initié une Consultation Citoyenne pour avoir l'avis des populations sur le contenu de cet accord. Autant les citoyens ayant participé à la consultation sur les accords d'Août 2015 avaient rejeté l'idée d'imposer des délégations spéciales, autant le panel de citoyens ayant participé à la Consultation citoyenne sur les accords du 12 Octobre ont rejeté à 80,5% l'idée d'avoir des chefs de quartiers et de districts imposés par les partis politiques. Tout en dénonçant « *le syndrome de l'amour fatal de la démocratie* » qui frappe les acteurs politiques guinéens, dans une publication ultérieure qui va puiser au

cœur de sa réforme de l'État publiée en mars 2012, la LDRG est revenue sur les aspirations de la nouvelle génération de guinéennes et guinéens en matière de gouvernance locale. Dans cette publication, la LDRG a proposé les structures, l'organisation et un fonctionnement approprié des collectivités locales qui favoriserait le développement local en Guinée. Pour accéder à la publication sur le syndrome de l'amour fatal de la démocratie, suivez ce lien : [Accords politiques inappropriés](#). Pour accéder à la publication qui propose les structures, l'organisation et le fonctionnement des collectivités locales, suivez ce lien : [La démocrate locale est au cœur de tout développement](#).

### **6-Résultats de la première édition du Concours Guinée-Excellence:** Le

« *Concours Guinée Excellence* » est une compétition entrepreneuriale où des citoyens guinéens de tous les horizons sont invités à s'inscrire, imaginer, concevoir et soumettre des projets innovants. Les 5 meilleurs projets seront récompensés. La première édition du « *Concours Guinée Excellence* » fut lancée en novembre 2015 et les résultats furent proclamés en mai 2016. Le concours a connu 24 inscriptions et 10 projets ont été soumis. Chacun des projets a été évalué de manière objective par un Jury composé de 4 membres. Selon leur importance, les 5 critères d'évaluation sont: le caractère innovant du projet; la pertinence du projet; l'impact du projet pour les utilisateurs et les communautés; la qualité de la rédaction du projet; et la faisabilité financière du projet. Les 5 meilleurs projets de cette première édition du concours furent: (1) **Mr Ibrahima Talibé Camara** pour "*Le projet de Création d'une entreprise de transport frigorifique des produits de mer*" avec une note de 88/110; (2) **Mr Mohamed Condé** pour "*Le projet d'aménagement d'une plage moderne et de création d'un espace vert dans la commune urbaine de Kankan*" avec une note de 83/110; (3) **Mr Mohamed Condé** pour "*Le projet d'appui à la prévention de l'épidémie de choléra dans les villages de Diaragberela, de Sanakoroni, et de Mounoun*" avec une note de 80,5/110; (4) **Mr Mohamed Condé** pour "*Le projet d'aménagement des points d'eau dans le quartier Bordo*" avec une note de 78/110; et (5) **Mr Mohamed Diallo** pour "*Le projet FiabExpress, entreprise de livraison de colis*" avec une note de 75/110.

Concernant les activités de proposition et les publications, ce sont là les 6 principales activités entreprises par la LDRG au cours de l'année 2016. Il faudrait cependant rajouter à ces 6 principales publications plusieurs autres articles sur des

thèmes régionaux et internationaux. De même, il faut tenir compte de la participation active de la LDRG au débat public guinéen sur les réseaux sociaux pour éclairer les populations sur les enjeux de la vie publique.

### III-LES ACTIVITÉS DE PRESSION

**A**u cours des 8 dernières années, la LDRG a su mettre en pratique et expérimenté plusieurs méthodes de pression, dont les campagnes de jeûne, les marches solitaires, les pétitions, les campagnes de communication sur réseaux sociaux, ainsi que les concertations non-partisanes. L'objectif de ces activités de pression est non seulement d'éveiller les consciences, mais aussi, de mettre l'establishment (pouvoir, opposition, ainsi que les intérêts établis) dans une position défensive pour l'amener à sans cesse justifier devant l'opinion publique ces actions et décisions. Au cours de l'année 2016, la LDRG a réalisé 6 principales activités de pression :

**1-La campagne anti-corruption** : Dans le rapport 2016 de l'organisation Transparency International, la Guinée apparaît à nouveau comme le pays le plus corrompu de la sous-région Ouest-Africaine. Comme pour les précédentes, l'année 2016 fut également jalonnée de cas de corruption aux plus hautes sphères de l'État. Que ça soit l'affaire SABLE MINING ou celle des Panama Papers, ou encore l'arrestation en fin d'année aux USA d'un ex-ministre des mines de la Guinée pour corruption, la Guinée est apparue totalement empêtrée dans la corruption. Ce phénomène de corruption a atteint une échelle vraiment destructrice pour la Guinée. Dans ce contexte, aucun développement et aucun progrès ne peut être envisageable et viable. La campagne de lutte contre la corruption est un événement que la LDRG organise chaque année sur les réseaux sociaux pour dénoncer la mal-gouvernance, les pratiques de corruption, et surtout, pour vulgariser auprès de l'opinion publique les contenus du [Rapport S'engager contre la corruption](#) et du [Projet de loi Anti-corruption](#) proposé par la LDRG. Alors que les médias guinéens sont aux abonnés absents dans la lutte contre la corruption, ces campagnes sont donc, non seulement une formidable occasion pour les citoyens de s'engager, mais surtout, de sortir de la fatalité tout en étant convaincu qu'il est bel-et-bien possible de lutter contre, et de vaincre, la corruption en Guinée. Grâce à

ces initiatives anti-corruption, la LDRG s'impose aujourd'hui comme la gardienne de la moralité et de l'intégrité publique en Guinée. Pour consulter la publication qui porte sur le lancement de la campagne anti-corruption 2016, suivez ce lien : [Une corruption destructrice pour la Guinée – Agir maintenant](#). Pour consulter la publication sur les affaires Sable Mining et Panama Papers, suivez ce lien : [Sable Mining vs Panama Papers – Une scandale pour en cacher un autre scandale plus énorme](#). Finalement, pour consulter la publication concernant l'arrestation aux USA de l'ex-ministre des mines, suivez ce lien : [Arrestation d'un ex-ministre de la Guinée pour corruption](#).

**2-La campagne de jeûne** : Au cours de l'année 2016, suite aux révélations de laxisme budgétaire du gouvernement précédant lors des élections présidentielles, le Président de la LDRG a consenti une journée de jeûne personnel pour dénoncer la mauvaise gouvernance et soutenir l'avènement d'une nouvelle république. Cette journée de jeûne vient compléter à 33 le nombre de jours de jeûne depuis la période de transition en 2008. La campagne de jeûne fut initiée pour dénoncer la constitution dictée et décrétée contre le peuple de Guinée au cours de la transition et appeler à la tenue d'un référendum populaire sur le Projet Nouvelle République. La campagne de jeûne est l'une des armes les plus redoutables de la LDRG. Pour accéder à cette publication, suivez ce lien : [Mauvaise gouvernance – 33<sup>ème</sup> jour de jeûne](#). Pour accéder au Projet Nouvelle République, suivez ce lien : [Une Guinée moderne, juste, équitable et sans abus de pouvoir](#). En plus de la campagne de jeûne, dans le sillage de la dénonciation de la mauvaise gouvernance, la LDRG a apporté son soutien au Mouvement syndical et politique qui avait engagé un bras de fer de plusieurs semaines avec le gouvernement pour la sauvegarde du pouvoir d'achat des fonctionnaires et populations guinéennes. La LDRG avait pris part à cette campagne de manière active sur les réseaux sociaux. Pour consulter les publications en lien avec cette campagne, suivez ces liens : [Soutien au mouvement syndical et politique pour la sauvegarde du pouvoir d'achat des populations](#). Puis : [Dépenses publiques - Un gouvernement doit vivre comme son peuple](#). Et enfin : [La campagne de réélection de Alpha Condé pèse lourd sur la Guinée](#).

**3-La campagne « STOP AUX KAKIS »** : La campagne « *Stop aux Kakis* » fut initiée pour la première fois par la LDRG au cours de la période de transition en Guinée pour dénoncer, non seulement le coup d'État militaire, mais aussi, la conduite de la transition par les hommes en armes. Alors que la campagne « Stop aux kakis » avait été rangé au

placard depuis plusieurs années, en 2016 la LDRG l'a sorti pour, non seulement dénoncer les répressions militaire perpétrées dans la préfecture de Mali par un haut officier de l'armée et ses sbires, mais aussi, pour exiger que les coupables de ces répressions répondent de leurs actes devant la justice guinéenne. Alors que l'élite politique et dirigeante est généralement muette sur les abus des hommes en armes, la campagne « *STOP AUX KAKIS* » de la LDRG à durée plusieurs semaines sur les réseaux sociaux. Pour consulter les publications relatives à cette campagne, suivez ce lien : [Répression militaire à Mali – Rien ne semble avoir changé dans l'armée guinéenne](#). Puis : [Répression de Mali – Reprise de la campagne « Stop aux Kakis »](#). Et finalement : [Inculpation du Colonel Issa Camara en Guinée](#).

#### **4-Consultations Citoyennes – CENI et instabilité politique en Guinée :**

Suite aux élections présidentielles de 2015, la mission d'observation électorale de l'Union Européenne a publié en 2016 un rapport extrêmement accablant contre la commission électorale guinéenne (CENI). Cette institution est pourtant extrêmement importante pour la stabilité de la Guinée. Il est dit que la CENI est indépendante, mais elle relève tout de même du ministère de l'administration du territoire, et des représentants du gouvernement y siègent. Il est dit que la CENI est paritaire, mais des alliés du pouvoir ont leurs propres sièges en plus de ceux de la mouvance présidentielle. De même, des partis n'ayant aucun poids politique y siègent. À cela se rajoute l'incompétence des membres de la CENI qui sont même incapables d'imprimer les listes électorales en ordre alphabétique. C'est du n'importe quoi. Cela favorise la transhumance et les magouilles politiciennes qui provoquent l'instabilité politique et son corollaire de conséquences économiques et sociales insupportables pour la Guinée. Sans oublier de mentionner que c'est le suffrage du peuple de Guinée qui se retrouve bafoué élection après élection. Tant et aussi longtemps que les élections ne sont l'affaire que des politiciens, non seulement la Guinée ne connaîtra jamais des élections crédibles et démocratiques, mais de plus, la stabilité politique ne sera pas au rendez-vous en Guinée. Les élections doivent être l'affaire de tous, surtout des citoyens Guinéens. C'est pour avoir le sentiment des citoyens sur le lien entre la CENI et la stabilité que la LDRG a tenu une Consultation Citoyenne sur ce sujet au cours de l'année 2016. La consultation portait sur deux principales questions : (1) *Souhaitez-vous que la CENI soit une institution politiquement indépendante et purement technique?* Et, (2) *Faites-vous confiance à la société civile indépendante pour diriger la CENI sans*

*ingérence des partis politique?* À la première question, 66% des participants ont répondu « OUI » contre 34% qui ont répondu « NON ». À la deuxième question, 50% des participants ont répondu « OUI » contre 48% qui ont répondu « NON ». 2% des répondants ont affirmé n'avoir aucune idée sur le sujet. À ces deux questions, il ressort que pour favoriser la stabilité politique en Guinée, les Citoyens préfèrent avoir une Commission Électorale purement technique dirigée par des acteurs de la société civile indépendants et sans aucune ingérence des partis politiques. Il ressort également une certaine méfiance à l'égard de la société civile guinéenne, d'où l'intérêt pour cette dernière de se démarquer afin de jouer son rôle de voix objective du peuple. Pour consulter les publications en lien avec cette Consultation Citoyenne, suivez ce lien : [Consultation Citoyenne – CENI et instabilité politique](#). Et : [Résultat de la Consultation citoyenne sur la CENI et la stabilité politique](#).

**5-Le 13 mai - Journée nationale du Refus et du Rejet** : En effet, en plus de son caractère oppressif et incohérent, la constitution rédigée à huit-clos au cours de la période de transition fut décrétée contre le peuple de Guinée le 13 Mai 2010. Non seulement aucun des acteurs qui avait participé à la rédaction de ce document ne tirait sa légitimité du peuple, mais de plus, le peuple fut privé de Référendum. Le peuple n'a jamais été consulté ni pour la rédaction du document ni pour sa promulgation. Pourtant, juridiquement et démocratiquement, seul le peuple est assez souverain pour donner de la légitimité à la loi suprême d'un pays. C'est ainsi que la Journée nationale du Refus et du Rejet vient d'abord, chaque année, pour exposer à l'opinion publique cette grossièreté et cette vulgarité anti-démocratique des élites politiques guinéennes; Puis, cet évènement est aussi l'occasion d'exprimer une indignation citoyenne et le refus d'adhérer à ces lois oppressives, illégitimes et incohérentes; Et enfin, la Journée nationale du refus et du rejet est aussi une occasion parfaite pour vulgariser le Projet Nouvelle République et appeler à la tenue d'un Référendum populaire sur le Projet Nouvelle République. Cet évènement vient surtout rappeler que la LDRG est bien dans une lutte continue contre la constitution dictée et décrétée contre le peuple de Guinée. C'est un évènement qui connaît chaque année un nombre sans cesse croissant de participants sur les réseaux sociaux. Et lorsque, suite aux accords politiques d'Octobre 2016, une frange d'acteurs politiques et d'acteurs de la société civile s'érige contre la clause qui propose d'imposer des chefs de quartiers et de districts aux populations, cela est un fait très satisfaisant pour la LDRG. Cela veut dire que les campagnes inlassables

du Mouvement depuis la période de transition en 2008 commencent à produire des effets concrets dans la conscience nationale. Si en 2008 on pouvait imposer une constitution oppressive contre le peuple de Guinée, aujourd'hui on ne peut plus imposer des chefs de quartiers aux populations. Qu'est-ce qui s'est passé entre-temps? Il y a sans aucun doute un « *effet LDRG* ». Ce résultat encourage le Mouvement à poursuivre sans relâche ses activités. Il y a un grand espoir que dans quelques années, la conscience nationale soit totalement renouvelée en Guinée. Pour consulter la publication en lien avec cette activité, suivez ce lien : [13 mai – Journée nationale de refus et de rejet de la constitution dictée et décrétée contre le peuple de Guinée.](#)

### **6-La campagne de signature de la Pétition pour la Nouvelle République :**

Afin de matérialiser le refus citoyen de la constitution oppressive dictée et décrétée contre le peuple, et pour manifester plus concrètement les aspirations citoyennes pour la tenue d'un Référendum populaire sur le Projet Nouvelle République, la LDRG a mis en ligne une Pétition contenant 10 propositions clés. Cette pétition appelle à la tenue d'un Référendum populaire sur une Constitution contenant les 10 propositions clés de la pétition. Chaque jour cette pétition enregistre de nouveaux signataires convaincus du caractère salvateur du Projet Nouvelle République pour la Guinée. Alors qu'elle comptait 772 signataires en 2015, tout au long de l'année 2016 elle a enregistré 259 signataires additionnels pour atteindre le cap de 1031 signataires issus de toutes les sensibilités politiques, ethniques et sociales de la Guinée. Ces signataires représentent une voix citoyenne qui sera toujours portée et défendue par la LDRG. Le franchissement du cap de 1000 signataires a amené la LDRG à définir les prochaines phases du Mouvement pour la Nouvelle République. La prochaine phase consiste à la tenue en Guinée d'une Concertation Nationale pour dresser le bilan démocratique et institutionnel de la transition, et en sortir avec une proposition de Constitution tenant compte des 10 propositions clés contenues dans le Projet Nouvelle République. Pour accéder à la Pétition pour la Nouvelle République, suivez ce lien : [Pétition](#). Pour consulter les publications en lien avec le franchissement du cap de 1000 signataires, suivez ce lien : [La pétition pour la Nouvelle République vient de franchir le cap de 1000 signataires.](#) Et : [La prochaine phase du Mouvement pour la Nouvelle République.](#)

Concernant les activités de pression, ce sont là les 6 principales activités réalisées par la LDRG au cours de l'année 2016. Ces activités de pression sont

totallement pacifiques et participatives. Le caractère pacifique de la force de pression ne diminue en rien son efficacité.

#### IV-INFLUENCE DE LA LDRG

**A**u cours de l'année 2016, en ce qui concerne les activités de proposition et de pression, la raison même d'existence de la LDRG, voilà tout présenté le bilan de l'an 8 du Mouvement. Il faut bien noter qu'il n'est ici question que du bilan d'une année d'activités. Ce fut ainsi pour chacune des 8 dernières années. Et il en sera sans doute ainsi pour les prochaines années. L'influence de la LDRG est de plus en plus grandissante dans l'environnement sociopolitique guinéen. Que ça soit le nombre de fois où les réformes de la LDRG sont consultées et téléchargées, où la participation aux activités de pression, ou encore les signatures de la Pétition pour la Nouvelle République, tous ces indicateurs convergent vers la même observation : l'influence de la LDRG augmente année après année, et, à ce rythme, la mission et l'objectif de Changer le cours de l'histoire en Guinée sont à la portée de la LDRG.

#### V-PERSPECTIVES 2017

**P**our la nouvelle année 2017, concernant les activités de propositions, le Mouvement envisage de présenter sa réforme de la Politique Agricole guinéenne. En ce qui concerne les activités de pression, le Mouvement s'engage à en faire autant que les années précédentes. Les démarches seront également engagées pour la tenue prochaine d'une Concertation Nationale en Guinée.

#### VI-CONCLUSION

**L**a Ligue des Démocrates Réformistes de Guinée (LDRG) tient à remercier toutes celles et tous ceux qui, de plus en plus nombreux, lui apportent leur soutien et leur confiance année après année. C'est très humblement que la LDRG vous soumet son bilan annuel. Il vous appartient de juger ce bilan sans complaisance. Vos critiques et suggestions sont les bienvenues car ce sont elles qui guident nos actions. La

construction d'une nation solidaire, d'un pays développé et d'une démocratie moderne ne peut pas être la tâche que des partis politiques. Tant et aussi longtemps que cette tâche sera déléguée aux politiciens, jamais la Guinée ne verra le bout du tunnel. La participation citoyenne est le facteur le plus important. La LDRG prouve année après année qu'il n'est pas nécessaire de militer dans un parti pour apporter le véritable changement en Guinée. Ce n'est pas seulement aux fonctions de ministres ou de président de la république qu'on peut apporter le changement. Il y a suffisamment de ministres et politiciens en Guinée. Ce qui manque à la Guinée, c'est l'action citoyenne. Il faut à la Guinée des citoyennes et des citoyens passionnés par la vie publique et prêts à assumer pleinement leur part dans le processus démocratique. La LDRG représente cette alternative nouvelle et débarrassée de toutes combines électoralistes et de tous privilèges acquis. La LDRG invite l'ensemble des citoyennes et citoyens guinéens à se joindre au Mouvement. La LDRG offre la possibilité à chacune et à chacun de prendre part à un Mouvement inédit qui a vocation à changer le cours de l'histoire en Guinée. C'est ensemble, au-delà des partis et des ethnies, que nous réussirons à redresser la Guinée et à offrir à chaque fille et à chaque fils de ce pays l'opportunité de réussir et réaliser ses rêves sur ses propres terres.

**« DIVERSITÉ – LOI – LIBERTÉ »**

**Mamadou Oury Diallo**

Président de la LDRG

Courriel : [ligue50@gmail.com](mailto:ligue50@gmail.com)